



---

## 70e session de l'Assemblée générale des Nations Unies

Point 117 de l'ordre du jour

### **La stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies** The United Nations Global Counter-Terrorism Strategy

New York, le 1<sup>er</sup> juillet 2016

Déclaration prononcée par S.E. M. Stephan Husy, Ambassadeur  
Coordinateur pour la lutte contre le terrorisme international,  
Département fédéral des affaires étrangères, Suisse

---

Monsieur le Président,

En cette veille du 10<sup>e</sup> anniversaire de la stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, nous sommes réunis aujourd'hui afin d'évaluer à la fois les avancées et les défis dans sa mise en œuvre. La Suisse condamne fermement toute attaque délibérée perpétrée contre des civils ainsi que le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, quelles que soient les raisons invoquées par ses auteurs. Notre solidarité va aux victimes de ces actes odieux.

La Suisse est convaincue que l'ONU a un rôle essentiel à jouer pour combattre le fléau du terrorisme. Nous sommes pleinement déterminés à mettre en œuvre la stratégie mondiale, qui demeure le principal cadre de référence et qui repose sur quatre piliers interdépendants qui se renforcent mutuellement : la prévention, la répression, le renforcement des capacités et le respect des droits de l'homme.

Monsieur le Président,

Depuis le dernier examen biennal en 2014, le terrorisme s'est développé et étendu. Cela s'explique en grande partie par la montée en puissance d'organisations telles que l'EI et Boko Haram, qui contrôlent de vastes territoires, leurs populations et leurs ressources. Des combattants du monde entier ont rejoint leurs rangs, en particulier ceux de l'EI, qui a également réussi à générer des revenus considérables à partir de diverses sources. Les crimes terroristes s'inscrivent en grande partie dans des contextes de conflits armés, mais nous assistons également à une multiplication des attaques terroristes commises en dehors des zones de guerre par des combattants terroristes de retour de zones de conflit ainsi que par des personnes n'ayant jamais rejoint une organisation terroriste. Ces développements constituent un signal d'alerte qui nous rappelle la nécessité de prévenir l'extrémisme violent. Il est apparu clairement que l'engagement des populations locales, de la société civile et du secteur privé est déterminant pour prévenir la radicalisation et l'extrémisme violent qui conduisent au terrorisme.

---

**Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies**  
**Permanent Mission of Switzerland to the United Nations**

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706  
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, [www.dfae.admin.ch/missny](http://www.dfae.admin.ch/missny)

Monsieur le Président,

L'Assemblée générale de l'ONU a adopté en 2006 la stratégie antiterroriste mondiale dans une décision qui a fait date. Dès le début, la Suisse s'est employée à promouvoir une mise en œuvre complète et équilibrée de la stratégie : [Notre contribution à la réflexion stratégique au sein de l'ONU est mentionnée dans la version écrite]

- en 2007, elle a lancé avec un groupe d'États un processus international d'un an sur la coopération mondiale en matière de lutte antiterroriste, qui a abouti à des recommandations visant à une mise en œuvre plus efficace de la stratégie ;
- en 2009, elle a organisé avec l'ONUDC et CTITF la toute première conférence des points focaux nationaux de lutte contre le terrorisme visant à mieux articuler les mesures antiterroristes prises à l'échelle nationale et à l'échelle mondiale ; la deuxième édition de cette conférence a été organisée en 2013 à Genève ;
- de 2010 à 2013, la Suisse a soutenu et co-organisé une série de rencontres régionales de CTITF dont l'objet était de sensibiliser à la stratégie et de mieux la faire connaître ;
- et, ce printemps, la Suisse a organisé avec les Nations Unies la « Conférence internationale sur la prévention de l'extrémisme violent » qui a eu lieu à Genève les 7 et 8 avril. Cette rencontre a contribué à promouvoir et à mettre en œuvre les piliers 1 et 4 de la stratégie mondiale, sur la base de l'important plan d'action du secrétaire général de l'ONU pour la prévention de l'extrémisme violent.

Monsieur le Président,

La Suisse tient à remercier le Secrétaire-général, CTITF et ses entités pour leur rapport. Nous souhaitons également féliciter chaleureusement les deux co-facilitateurs, l'Argentine et l'Islande, pour leur leadership et leurs efforts, qui vont nous permettre d'adopter une résolution par consensus. Les cinq priorités de la Suisse dans le cadre de cette 5<sup>e</sup> révision ont été les suivantes:

- Premièrement : améliorer la prévention en s'attaquant aux facteurs propices à la propagation du terrorisme et aux processus de radicalisation conduisant à l'extrémisme violent ;
- Deuxièmement : mobiliser davantage de fonds pour la prévention en impliquant les acteurs du développement pour des activités de prévention de l'extrémisme violent, basé sur les critères de l'OCDE – CAD, et soutenir en particulier le Fonds mondial pour l'engagement de la communauté et la résilience, à Genève (GCERF);
- Troisièmement : protéger l'espace humanitaire en veillant à ce que les mesures prises en matière de lutte contre le terrorisme ne compromettent pas les efforts déployés au service du droit international humanitaire, ni l'action humanitaire reposant sur ces principes ;
- Quatrièmement : appliquer la Convention relative aux droits de l'enfant et les normes internationales de la justice pour mineurs aux enfants accusés d'avoir commis une infraction terroriste ou d'avoir rejoint un groupe terroriste ;
- Cinquièmement : mettre davantage l'accent sur la planification, la coordination, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la stratégie mondiale.

Nous sommes par conséquent satisfaits que la résolution sur la stratégie antiterroriste mondiale, qui sera adoptée aujourd'hui, contienne les questions et les développements les plus importants de ces deux dernières années. La résolution reconnaît l'importance de la prévention de l'extrémisme violent et nous sommes heureux d'y trouver une référence à la Conférence de Genève sur la Prévention de l'Extrémisme Violent organisée conjointement par l'ONU et la Suisse en avril passé afin de discuter des défis et des opportunités sur le sujet.

Il est désormais nécessaire de se concentrer sur la mise en œuvre des recommandations du Plan d'Action pour la Prévention de l'Extrémisme Violent. Afin de faire de la prévention une réalité, nous aurions également besoin de ressources et nous souhaitons appeler les Etats Membre à augmenter les financements pour les initiatives PVE, telles que le Fonds mondial pour l'engagement de la communauté et la résilience (GCERF), qui est un partenariat public-privé qui soutient des initiatives locales et des efforts destinées à prévenir l'extrémisme violent. Comme la résolution le souligne, il est important de s'engager avec les communautés locales et la société civile afin de faire une vraie différence sur le terrain et de mettre en avant l'importance du rôle des femmes et de la jeunesse dans la prévention de l'extrémisme violent.

La Suisse continuera à s'investir en faveur d'une mise en œuvre intégrale de la stratégie mondiale, en mettant fortement l'accent sur la prévention. Nous restons d'avis que dans le cadre de la 71<sup>ème</sup> session de l'AGNU, il sera important que nous prenions les mesures nécessaires pour s'assurer que l'architecture de l'ONU en matière de contre-terrorisme et de prévention de l'extrémisme violent réponde véritablement aux besoins des Etats Membres et puisse faire face aux nouveaux défis. Ma délégation se réjouit des options et recommandations que le Secrétaire général présentera d'ici mai 2017.

En avril de cette année, la Suisse a adopté un plan d'action de politique étrangère pour la prévention de l'extrémisme violent. Les autorités fédérales, cantonales et locales discutent actuellement d'un plan d'action national. Les activités et les mesures que nous mettons en œuvre aux niveaux tant national qu'international font partie intégrante de la stratégie antiterroriste de la Suisse qui a été adoptée en septembre dernier et qui couvre, la prévention, la protection, la répression et la préparation à une attaque terroriste. Cette stratégie part de l'hypothèse que des mesures efficaces de lutte contre le terrorisme et la protection des droits de l'homme ne sont pas des objectifs contradictoires, mais complémentaires et qui se renforcent mutuellement.

Monsieur le Président, je vous remercie.

---

*Unofficial translation*

Mr. President,

On the eve of the 10<sup>th</sup> anniversary of the United Nations Global Counter-Terrorism Strategy, we gather today to assess both the achievements as well as the challenges ahead in implementing the Strategy. Switzerland firmly condemns all deliberate attacks on civilians as well as terrorism in all its forms and manifestations regardless of the reasons the perpetrators might invoke. Our solidarity is with the victims of such heinous acts.

Switzerland is convinced that the UN has a key role to play in addressing the scourge of terrorism. We are fully committed to the implementation of the Global Strategy which remains the principal framework based on its four mutually reinforcing and inter-dependent pillars, dedicated to prevention, repression, capacity building and respect for human rights.

Mr. President,

Since the last biennial review in 2014, terrorism has been increasing and spreading. This has a lot to do with the rise of organisations like ISIL and Boko Haram and their control over large swathes of land, populations and resources. Fighters from all over the world have joined, in particular the ranks of ISIL which was also able to generate considerable revenues from a number of sources. While the big part of terrorist crimes are related to contexts of armed conflicts, we have also seen an increase of terrorist attacks outside war zones, committed by returning terrorist fighters as well as by people who never joined a terrorist organisation. These developments are a wake-up call to the need of preventing violent extremism. It became clear that engagement of local communities, civil society and the private sector are pivotal for preventing radicalization and violent extremism that lead to terrorism.

Mr. President,

The adoption of the Global Counter-Terrorism Strategy in 2006 by the UN General Assembly was a landmark decision. From the beginning, Switzerland has promoted a comprehensive and balanced implementation of the Strategy: [Our contribution to the strategic thinking within the UN is mentioned in the written version]

- In 2007 it launched with a group of other States a one year long International Process on Global Counter-Terrorism Cooperation which produced recommendations to implement the Strategy more effectively;
- In 2009 it organized together with UNODC and CTITF the first ever national counterterrorism focal points conference on better linking national and global counter-terrorism efforts. In 2013, the second international Counter-Terrorism Focal Points Conference was organized in Geneva ;
- From 2010 to 2013 Switzerland supported and co-organized the CTITF series of regional meetings to promote awareness and in-depth knowledge of the Strategy;
- Together with the United Nations, Switzerland has organized the “International Conference on Preventing Violent Extremism – The Way Forward” which took place in Geneva on April 7 and 8, 2016. It was a contribution to the promotion and implementation of Pillars 1 and 4 of the Global Strategy, based on the UN Secretary General’s important Plan of Action to Prevent Violent Extremism.

Mr. President,

Switzerland would like to thank the Secretary-General and the Counter-Terrorism Implementation Task Force Office and Entities for their report. We also wish to warmly congratulate the two co-facilitators, Argentina and Iceland, for their leadership and hard work which will allow us to adopt a consensual resolution. For this 5th review, Switzerland has pursued the following priorities:

- First: Enhancing prevention by addressing the conditions conducive to the spread of terrorism and the processes of radicalization to violent extremism;
- Second: Generating more funding for prevention through engaging development actors for PVE activities based on OECD-DAC criteria, and in particular, support for the Global Community Engagement and Resilience Fund – GCERF – in Geneva
- Third: Protecting the humanitarian space through safeguarding that measures undertaken when countering terrorism are without prejudice to efforts in the service of international humanitarian law and to principled humanitarian action;
- Fourth: Application of the Convention on the Rights of the Child and international Juvenile Justice Standards to children accused of having committed a terrorist offence or joined a terrorist group.
- Fifth: Stronger emphasis on planning, coordinating, implementing, monitoring and evaluating of the Global Strategy.

Therefore we are very satisfied that the resolution on the UN Global Counter-Terrorism Strategy Review that will be adopted today includes most of the important issues and developments that took place the last 2 years. The resolution recognizes the importance of preventing violent extremism and

in that regard we were happy to see a reference to the Geneva Conference on Preventing Violent Extremism the UN and Switzerland organized jointly last April, to discuss challenges and opportunities. We now need to focus on the implementation and the call to Member States and the United Nations to implement the relevant recommendations of the Secretary-General's Plan of Action to Prevent Violent Extremism which is an important step. To make prevention a reality, we will also need resources and would like to call on Member States to increase funding for PVE specific initiatives, such as the Global Community Engagement and Resilience (GCERF) which, as a public-private partnership enterprise, supports grassroots initiatives and efforts to prevent radicalization to violent extremism. As the resolution underlines, it is important to engage with local communities and civil society to make a real difference on the ground and it stresses the important role of women and youth in preventing violent extremism.

Switzerland will continue its engagement for a holistic implementation of the Global Strategy with a strong emphasis on prevention. We remain of the view that within the 71st session of the UNGA it will be important that we take the necessary measures to insure that the UN architecture regarding counter-terrorism and prevention of violent extremism truly answers the needs of the Member States and can face new challenges. My delegation is therefore very much looking forward to the options and recommendations that the Secretary General will present by May 2017.

In April this year, Switzerland adopted a foreign policy action plan to prevent violent extremism. A national action plan is currently discussed by the federal, cantonal and local authorities. Both our activities and measures on an international and national level are part of the Swiss counterterrorism strategy which was adopted last September. This strategy covers prevention, protection, prosecution and preparedness for a terrorist attack.

It is based on the assumption that effective counter-terrorism measures and the protection of human rights are not conflicting goals, but rather complementary and mutually reinforcing.

Thank you.